

## Questions au Feuilleton

2. Oui. a) Dans la région de Toronto, la Société Porter a été la plus fréquemment utilisée à cause de ses installations et du service qu'elle fournissait. On a aussi eu recours à un autre négociant lorsque la quantité d'œufs reçue nécessitait des installations supplémentaires pour la répartition en lots selon les besoins (par catégorie et quantité) des derniers destinataires. Dans les autres régions, on a eu recours à divers premiers réceptionnaires. b) Les expéditions se font par camionnées de 1,500 boîtes de 15 douzaines chacune.

3. Oui, 3c. la douzaine pour l'espace servant à la manutention des boîtes et pour la répartition des lots selon les besoins des acheteurs. Le tarif a été le même pour tous les premiers réceptionnaires.

4. Depuis la nomination du directeur général actuel de l'OCCO, cet organisme national a été chargé de coordonner la vente des lots d'œufs canadiens excédentaires aux besoins d'œufs de consommation dans la région où se produit l'excédent. Depuis janvier 1976, quatre sociétés de l'Ontario, en plus de la Porter Produce Co., ont été utilisées comme premiers réceptionnaires. Ce sont Loughcrest de Hallview, McCartney d'Ottawa, Bradford Cold Storage de Forrest et Winchester Storage de Winchester. Elles ont respectivement manutentionné 5, 2, 4 et 4 expéditions de 22,500 douzaines chacune. Le tarif de manutention payé à chacune de ces sociétés a été uniforme, soit 3c. la douzaine. Dans chaque cas, le coût de transport (3½ à 4c. la douzaine) a été assumé par l'OCCO. Les sociétés de transport en cause ont été: Atomic, Mid-West, Quinn, Millar & Brown, et C.P.

## L'EN-TÊTE DU «CITIZEN» D'OTTAWA DU 12 MAI 1976

## Question n° 5488—M. Cossitt:

1. Le premier ministre est-il au courant du titre de l'article paru en première page du *Citizen* d'Ottawa, le 12 mai 1976, et qui se lisait comme suit: «la popularité de Trudeau subit une baisse record» et, dans l'affirmative, le premier ministre prévoit-il faire une déclaration à ce sujet?

2. Le premier ministre ou son personnel a) possèdent-ils des informations concernant la popularité du premier ministre, b) ont-ils entrepris une enquête à ce sujet et, dans l'affirmative, (i) quels ont été les résultats de cette enquête (ii) seront-ils rendus publics?

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): 1. Le gouvernement a toujours eu pour ligne de conduite de se conformer aux règlements et usages parlementaires. Le Précis de procédure parlementaire de Beauchesne fait depuis de nombreuses années autorité en la matière. Le commentaire 171 tiré de la quatrième édition indique clairement que «lorsqu'une question est posée, les observations qui peuvent susciter un débat ne peuvent être considérées comme rentrant dans le cadre approprié d'une question»;

2. Voir la réponse ci-dessus au paragraphe 1.

## LE TERMINUS JACQUES-CARTIER

## Question n° 5502—M. Forrestall:

1. Combien de grues à portique seront installées au terminal Jacques-Cartier et à quel coût?

2. a) Des contrats seront-ils passés avant d'obtenir des exploitants des terminaux et des transporteurs maritimes un engagement à long terme qu'ils utiliseront ces installations et, dans l'affirmative, ce terminal sera-t-il le seul terminal de conteneur au Canada où l'utilisateur ou l'exploitant ne possède pas ou ne loue pas à long terme les grues utilisées pour les conteneurs, b) y a-t-il d'autres cas semblables au Canada, c) s'il n'existe pas de précédent, quelle raison justifie la situation du terminal Jacques-Cartier?

M. Ralph E. Goodale (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Le Conseil des ports nationaux fait savoir ce qui suit: 1. Pour le terminal Jacques-Cartier, on prévoit deux grues à conteneurs pour un coût global approximatif de \$4,500,000.

2. a) Le terminal serait exploité par le Conseil des ports nationaux comme terminal public. La propriété et l'exploitation des grues sont actuellement à l'étude. b) D'autres exemples d'une situation semblable existent au Canada et notamment: Vancouver (C.-B.)—(Vanterm) Deux grues appartenant au CPN et exploitées par lui. Vancouver (C.-B.)—(Centennial Pier) Une grue appartenant au CPN et exploitée par lui. Halifax (N.-É.)—L'une des trois grues appartient au CPN. L'exploitant la loue à long terme. c) Sans objet.

## L'ADMINISTRATION DU PORT DE MONTRÉAL—LES RELATIONS SYNDICALES-PATRONALES

## Question n° 5505—M. Forrestall:

Les membres du personnel de l'Administration du port de Montréal participent-ils activement aux relations ouvrières-patronales, au port d'Halifax-Dartmouth et, dans l'affirmative, qui sont-ils et quelle en est la raison de leur participation?

M. Ralph E. Goodale (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Le Conseil des ports nationaux fait savoir ce qui suit: Oui, M. Arnold E. Masters, dans l'exercice de ses fonctions de président de l'Association des employeurs maritimes qui représente le patronat dans les ports de Montréal, Trois-Rivières, Québec, Halifax et Saint-Jean.

## L'ENSEIGNEMENT BILINGUE DANS LES ÉCOLES AVANT 1973

## Question n° 5551—M. Horner:

En ce qui a trait au programme annoncé par le Secrétariat d'État le 9 septembre 1970 en vue d'accorder trois cent millions de dollars aux provinces pour l'instauration de cours de langue en anglais et en français dans les écoles avant 1973, combien d'étudiants dans chacune des provinces ont suivi a) des cours d'anglais, b) des cours de français, et combien cela a-t-il coûté dans chacun des cas?

Mlle Coline Campbell (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État):

## a) Cours d'anglais

Province	Nombre d'étudiants			Contribution fédérale		
	1970-1971	1971-1972	1972-1973	1970-1971	1971-1972	1972-1973
Québec	846,666	854,730	855,900	\$5,697,495	\$6,516,569	\$6,016,159

## b) Cours de français

Provinces	Nombre d'étudiants			Contribution fédérale		
	1970-1971	1971-1972	1972-1973	1970-1971	1971-1972	1972-1973
Terre-Neuve	59,730	62,445	67,592	\$ 114,841	\$ 168,406	\$ 185,146
Île-du-Prince-Édouard	14,355	13,122	13,596	43,641	49,938	46,814
Nouvelle-Écosse	72,597	77,812	74,589	300,782	360,125	340,501
Nouveau-Brunswick	80,013	76,407	72,429	221,680	318,576	294,827
Ontario	779,034	809,290	814,916	2,797,812	4,388,251	3,876,272